

RAPPORT D'ACTIVITE

BUREAU POUR LA TUNISIE/L'ALGERIE/LA LIBYE

„Où on est –on ? La régulation es médias ”

Journée d'étude

Date:	14 Juin 2014	Lieu:	Hôtel Africa Tunis
		Pays:	Tunisie

Rapport:

Dans le cadre de la série « Win Wsolna » (où en est-on ?), le deuxième workshop a été consacré au sujet de la régulation des médias. Il a été tenu le samedi 14 juin 2014, à l'Hôtel Africa. Il a essayé de faire le point sur les réformes et des régulations introduites jusqu'à présent dans le domaine de l'audiovisuel et de la presse écrite. Il est à signaler que la régulation s'effectue en Tunisie de deux façons différentes : l'audiovisuel est régulé par une instance indépendante, la HAICA, et la presse écrite est supposé s'autoréguler par elle-même. Ainsi, les différents acteurs du domaine ont été invités pour faire le bilan et identifier les principaux défis posés par rapport aux prochaines échéances électorales.

Mais il n'a pas été possible de rassembler autour de la même table les responsables de l'HAICA et les représentants du syndicat des directeurs de journaux et des médias. Les rapports entre les deux parties restent hautement conflictuelles et posent un certain risque sur les prochaines élections, car les décisions de l'HAICA pourraient ne pas être respectés par certains médias. Les sanctions prévues dans l'actuelle loi électorale ne semblent pas être trop contraignantes, en plus de l'intervention possible de médias émettant depuis l'étranger. Deux autres problèmes majeurs et indépendants des élections demeurent en suspens, à savoir la limitation du temps de la publicité et l'octroi de nouvelles licences pour des radions et des chaînes de télévision.

Madame Rachida Ennaifer et Monsieur Hichem Snoussi, deux éminents experts en communications et membres de l' HAICA ont expliqué avec maint détails le travail fait jusqu'à maintenant par leur instances et les solutions techniques qui peuvent être proposées, sans pour autant nier qu'une volonté politique reste essentielle pour la réussite de la régulation. Il appartient finalement à l'ISIE de trancher sur les dépassements qui peuvent survenir lors de la période électorale. En revanche, les deux intervenants ont défendu les choix de la Haica,

estimant que les nouveaux contrats proposés aux chaînes et radios privés sont largement plus avantageux que ceux établis avant la révolution. Mme Ennaifer a donné les grandes orientations du texte cadre qui sera bientôt promulgué conjointement par l'ISIE et la HAICA. Elle a aussi informé les participants que des moyens matériels sont en cours d'acheminement et que le nouveau local de la HAICA sera bientôt inauguré. Elle a lancé un appel vibrant à la société civile pour soutenir avec force la Haica, estimant que ce soutien est une condition sine qua non pour la réussite de sa mission. M. Snoussi a répondu pendant toute la journée aux diverses interrogations des participants.

Monsieur Heidi Tarchouni, intervenant à la fois au nom du syndicat général de la culture et de la communication, affilié à l'UGTT, et du syndicat de l'ERTT, a estimé que les deux gouvernements de la Troïka n'avaient aucune volonté de réformer les médias et ils ont laissé la situation empirer. Il a dévoilé que les radios pirates ont agi au su de ces gouvernements et avec la complaisance de certains partis politiques au sein de la troïka. Il a estimé qu'il est possible que des radios pirates agissent de nouveau lors de la période électorale et fassent fi des législations en vigueur.

Sur le deuxième volet, l'autorégulation de la presse écrite, le Président de l'ATJ, Monsieur Néji Bghouri, a dressé un bilan mitigé, estimant d'une part que les journalistes jouissent d'un plus grand espace de liberté, mais d'autre part que leur situation sociale et les conditions d'exercice de leur métier ne cessent de se dégrader, les rendant plus sensible aux pressions exercées par les propriétaires des médias et les hommes politiques. Il s'est toutefois montré optimiste quant à l'avenir, y compris la couverture des prochaines élections. Il a appelé notamment à la création d'un conseil du journalisme qui sera l'équivalent de la haica en matière de presse écrite, à organiser la distribution de la publicité publique, à faire participer le public et les associations de la société civile dans les conseils d'administration des médias. Par ailleurs, il a annoncé pour la première fois que l'AJT se dotera d'un observatoire qui sera présent dans la capitale et dans 5 gouvernorats pour suivre l'ensemble du travail journalistique lors de la période électorale.

Monsieur Béchir Warda, intervenant au nom de la Coalition Civile pour la Défense de la Liberté de l'Expression, a abondé dans le même sens, mettant en exergue le manque de volonté politique lors des gouvernements de la Troïka qui a largement retardé la réforme du secteur. Il a donné des exemples concrets de nominations faites selon des critères partisans et sans tenir compte des compétences. Monsieur Mohamed Maali (Centre de Tunis pour la Liberté de Presse) a insisté sur la nécessité d'améliorer le statut social du journaliste, et a donné plusieurs exemples de cas d'atteinte à la liberté de presse via l'intimidation des hommes du métier. Madame Moufida Abassi (Journaliste et Chercheur) a estimé pour sa part que les responsabilités ne sont pas clairement définies et que la situation demeure aussi confuse qu'elle ne l'était lors des élections de 2011.

Monsieur Abdellatif Fourati, ancien président de l'AJT et figure du mouvement démocratique dans les années 80, a donné son évaluation sur la situation actuelle, encourageant

notamment la pratique des observatoires indépendants créés par les journalistes et les militants des droits de l'Homme.

Une partie du workshop a été réservée à la presse des partis. M. Fourti, rédacteur en chef du journal officiel du parti Nahda et M. Skik, rédacteur en chef du journal de gauche al-Tariq al-Jadid ont souligné l'importance de cette presse, le premier a considéré qu'elle participera à l'assainissement général de la pratique journalistique, alors que le deuxième s'est plaint de l'injustice dans la distribution de la publicité publique, dans une parfaite continuité avec les anciennes pratiques de l'ATCE.

Après de riches débats, cette journée a mis en évidence que les médias, comme le cas des moquées traitées lors du précédent workshop, ont été profondément bouleversés ces dernières années et que la situation générale demeure complexe. Il s'avère que le consensus n'est pas facile à trouver sur certains sujets des plus délicats. Avec l'arrivée des échéances électorales, le risque des débordements s'accélère encore et pourrait influencer négativement le vote des électeurs. Les réformes ont tardé à venir en matière de médias audiovisuel notamment, et la Haica semble affronter un ensemble de défis difficile à régler dans un court terme. Pour la presse écrite, le grand défi semble être actuellement la situation financière des journaux et le statut social dégradé des journalistes.